

## Conseil départemental de l'Isère – Séance publique du 28 février 2025

### Proposition de Voeu - Groupe Isère Ecologie & Solidarités

Soutien à l'Office français de la biodiversité (OFB), l'Agence Bio et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

#### *Exposé des motifs :*

Élus du Département de l'Isère, nous exprimons notre profonde inquiétude face aux récentes menaces pesant sur l'Office français de la biodiversité (OFB), l'Agence Bio et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Ces institutions jouent un rôle essentiel dans la protection de la biodiversité, la promotion de l'agriculture biologique, la transition énergétique et l'adaptation climatique en France.

Leur action combinée est un outil de transition écologique et une source immense d'économies budgétaires présentes et futures en termes de politiques publiques de santé et d'environnement. Ces trois structures sont aujourd'hui attaquées de toutes parts par des conservateurs surfant sur des discours populistes et climato-négationnistes. Plusieurs amendements aux projets de loi de finances 2025, issus des rangs de la majorité sénatoriale, ont tenté de menacer leur existence et ces derniers jours, c'est Laurent Wauquiez qui propose de purement et simplement dissoudre l'Office Français de la Biodiversité (OFB).

Alors que les États-Unis annoncent leur sortie des accords de Paris, que les catastrophes climatiques se multiplient, que le réchauffement s'accroît et que les maladies ayant des causes environnementales explosent, les collectivités, ainsi que les acteurs et actrices de terrain, ont plus que jamais besoin d'outils d'accompagnement pour faire face et agir en faveur de la biodiversité et de l'adaptation climatique.

L'OFB, depuis sa création en 2020, est chargé de missions cruciales de protection de l'environnement. Cependant, il fait face à des critiques et à des attaques infondées, notamment de la part de certains acteurs du monde agricole, qui remettent en question ses actions de contrôle et de préservation des écosystèmes. Ce caractère infondé des critiques est confirmé par un rapport commandé en novembre 2024 par les ministères de l'Agriculture et de la Transition Écologique révélé par le magazine en ligne Contexte : on peut lire que 0,045% des contrôles effectués depuis 2020 sur un total de 400 000 peuvent être considérés comme problématiques à cause "d'un comportement parfois inadéquat" de l'agent de contrôle.

L'actualité récente concernant la pollution des nappes phréatiques et les rejets de polluants chimiques par certaines industries confirme malheureusement l'importance fondamentale de cette agence. Ces tensions se sont traduites par des incidents inacceptables, tels que des menaces et des sabotages visant les agents de l'OFB. Au-delà des contrôles, n'oublions pas le rôle essentiel de l'OFB en matière de connaissance et d'accompagnement des acteurs. Enfin, n'oublions pas non plus que les agents de contrôle de l'OFB effectuent des missions de police administrative et judiciaire. Ils sont donc à ce titre dépositaires de la force publique et méritent le même soutien que les autres forces de police et de gendarmerie.

L'Agence Bio, depuis plus de vingt ans, assure la promotion de l'agriculture biologique en France, soutenant ainsi des milliers de fermes et d'entreprises. Le vote par le Sénat d'un amendement visant à sa suppression

constitue une atteinte directe à la filière biologique, qui représente un pilier essentiel de la transition agroécologique. Rappelons que dans l'Isère, l'agriculture biologique concerne plus de 1000 entreprises (636 fermes et 435 entreprises d'aval certifiées bio). De plus, il s'agit d'un contresens total alors que la Cour des Comptes relevait dans un rapport de 2022 l'excellente gestion de l'agence et préconisait au contraire d'augmenter sensiblement ses moyens.

L'ADEME, quant à elle, est un acteur clé dans le financement de projets de décarbonation pour les industries et les collectivités locales, comme en témoignent les nombreux projets portés par le Département de l'Isère et financés en grande partie par le "Fond chaleur" de l'ADEME. Les propositions de réduction de son budget compromettent sa capacité à mener à bien ses missions, dans un contexte où l'urgence climatique nécessite au contraire des actions renforcées.

Face à ces menaces, des organisations et des citoyens se mobilisent pour défendre ces agences.

**Nous dénonçons les attaques contre l'OFB, l'ADEME et l'Agence Bio, et apportons notre soutien au service public de l'écologie. Nous réaffirmons également notre soutien aux agents, fonctionnaires et salariés de ces agences et organismes, qui exercent leur métier au service de l'intérêt général dans des conditions difficiles et de grande vulnérabilité.**

*Voeu :*

Les conseillères et conseillers départementaux de l'Isère réunis lors de la séance publique du 28 février 2025 formulent le vœu que le gouvernement et les parlementaires :

- Renforcent le soutien financier et politique à l'OFB, à l'Agence Bio et à l'ADEME, en reconnaissant leur rôle indispensable dans la préservation de l'environnement et la promotion de pratiques durables ;
- Assurent la sécurité et le respect des agents de l'OFB, en condamnant fermement les attaques dont ils sont victimes et en garantissant les moyens budgétaires et humains nécessaires à l'exercice de leurs missions ;
- Maintiennent et renforcent l'Agence Bio, en rejetant les amendements visant sa suppression et en augmentant sensiblement son budget afin de soutenir le développement de l'agriculture biologique en France ;
- Préservent le budget de l'ADEME, permettant ainsi la poursuite des projets de transition énergétique et de décarbonation, indispensables pour lutter contre le changement climatique.



Marie Questiaux  
Conseillère départementale de l'Isère Canton Oisans-Romanche  
Groupe Isère Ecologie et Solidarités